



Chapitre R-14

LOI SUR LE RÉGIME SYNDICAL APPLICABLE À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:
- «*Sûreté*»; a) «*Sûreté*»: la Sûreté du Québec constituée en vertu de l'article 38 de la Loi de police (chapitre P-13);
- «*membres de la Sûreté*»; b) «*membres de la Sûreté*»: les titulaires des fonctions mentionnées aux paragraphes 4° et 5° de l'article 43 de la Loi de police, ainsi qu'au deuxième alinéa dudit article;
- «*association reconnue*»; c) «*association reconnue*»: une association reconnue par le gouvernement en vertu de l'article 2;
- «*comité*»; d) «*comité*»: le comité paritaire et conjoint institué par l'article 7;
- «*contrat de travail*»; e) «*contrat de travail*»: une convention collective au sens du Code du travail (chapitre C-27);
- «*grève*». f) «*grève*»: une grève au sens du Code du travail.

1968, c. 19, a. 1; 1968, c. 20, a. 1.

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Représentant des membres. **2.** Le gouvernement peut reconnaître comme représentant de tous les membres de la Sûreté une association groupant la majorité absolue de ces membres.

1968, c. 19, a. 2.

- Documents à transmettre au gouvernement. **3.** Pour les fins de cette reconnaissance, l'association doit fournir au gouvernement une copie certifiée de sa constitution et de ses règlements, un état des conditions d'admission, droits d'entrée et cotisations exigés de ses membres, ainsi qu'une liste de ses membres.

1968, c. 19, a. 3.

- Reconnaissance. **4.** Le gouvernement s'assure du caractère représentatif de l'asso-

ciation et s'il juge qu'elle représente la majorité absolue des membres de la Sûreté, il lui accorde la reconnaissance visée à l'article 2.

1968, c. 19, a. 4.

Restriction. **5.** Les membres de la Sûreté ne peuvent être membres d'une association qui n'est pas formée exclusivement de membres de la Sûreté ou qui est affiliée à une autre organisation.

1968, c. 19, a. 5.

Grève interdite. **6.** Toute grève est interdite aux membres de la Sûreté.

1968, c. 19, a. 6.

SECTION II

COMITÉ PARITAIRE ET CONJOINT

Institution.
Composition. **7.** Un comité paritaire et conjoint est institué.
Il est composé d'un président, qui n'a pas droit de vote et qui est nommé par le gouvernement, et de huit autres membres dont quatre sont nommés par le procureur général et quatre par l'association reconnue.

1968, c. 19, a. 7; 1968, c. 20, a. 2.

Devoirs du comité. **8.** Le comité est chargé:

- a) de poursuivre des négociations auxquelles ses membres participent à titre de représentants du procureur général ou de l'association reconnue, suivant qu'ils ont été nommés par l'un ou par l'autre, en vue de la conclusion ou du renouvellement de tout contrat de travail relatif à la rémunération, aux heures de travail, aux congés, aux vacances, au régime de retraite et à toute autre condition de travail comportant pour les membres de la Sûreté des avantages pécuniaires;
- b) de poursuivre de telles négociations en vue de la révision d'un tel contrat de travail pendant sa durée;
- c) d'étudier les représentations de l'association reconnue relativement à l'application d'un tel contrat de travail;
- d) de décider des griefs qui naissent de l'application d'un tel contrat de travail;
- e) d'entendre et de discuter les recommandations de l'association reconnue relativement aux améliorations qui peuvent être apportées au code de discipline et au système de mutations et de promotions,

et de s'intéresser aux problèmes relatifs à un bon esprit de corps au sein de la Sûreté du Québec.

1968, c. 19, a. 8; 1968, c. 20, a. 3.

Réunions. **9.** Le comité se réunit au moins une fois par mois. Il se réunit aussi à la demande du président, qui doit le convoquer chaque fois qu'il en est requis par le procureur général ou par l'association reconnue.

1968, c. 19, a. 9; 1968, c. 20, a. 4.

Recommandations. **10.** Lorsqu'il le juge à propos, le comité soumet au gouvernement ses recommandations sur toute matière mentionnée aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 8.

1968, c. 19, a. 10.

Grief par écrit. **11.** Tout membre ou ancien membre de la Sûreté qui se croit lésé par suite de ce qu'il prétend être une violation ou une interprétation erronée d'un contrat de travail qui lui est applicable peut requérir l'association reconnue de présenter son grief par écrit au comité.

Grief par écrit. Le comité, sur preuve que l'association reconnue refuse de présenter le grief, peut l'entendre à la demande écrite du membre ou de l'ancien membre.

Délai. Tout grief doit être présenté dans les quatre-vingt-dix jours de la date à laquelle il a pris naissance.

1968, c. 19, a. 11; 1968, c. 20, a. 5.

Diligence. **12.** Le comité doit, dès qu'il est saisi d'un grief par l'association reconnue ou par un membre ou ancien membre, suivant le cas, en disposer le plus rapidement possible.

Décision obligatoire. Toute décision du comité sur une question visée au paragraphe *d* de l'article 8 lie les parties.

1968, c. 19, a. 12; 1968, c. 20, a. 6.

SECTION III

ARBITRAGE

Délai accordé. **13.** Si trente jours avant l'expiration du contrat de travail qui lie le procureur général et l'association reconnue, les membres du comité représentant l'une des parties ne se sont pas entendus avec les membres représentant l'autre partie sur le renouvellement de ce contrat ou la conclusion d'un nouveau contrat, le différend doit, à la demande de l'une des parties, être soumis à un juge choisi par les

	<p>parties pour agir comme arbitre ou, à défaut d'accord, à un juge de la Cour provinciale désigné par le juge en chef de cette cour.</p>
Sentence.	<p>La sentence de l'arbitre doit être rendue dans les soixante jours de la date à laquelle il est choisi ou désigné, à moins que ce délai ne soit <u>prolongé par les parties</u>.</p> <p>1968, c. 19, a. 13; 1968, c. 20, a. 7.</p>
Arbitrage après délai accordé et avis.	<p>14. Si les membres du comité représentant l'une des parties ne peuvent, après avoir négocié sans succès pendant soixante jours, s'entendre avec les membres représentant l'autre partie sur une question visée aux paragraphes <i>b</i>, <i>c</i> ou <i>d</i> de l'article 8, l'une ou l'autre des parties peut soumettre la question à l'arbitrage en donnant un avis écrit à cet effet à l'un des juges de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions désignés comme arbitres dans le contrat de travail et en transmettant copie de cet avis à l'autre partie.</p>
Avis aux juges.	<p>Si le juge qui a reçu cet avis n'accepte pas, dans les sept jours de sa réception, d'agir comme arbitre, l'avis prévu à l'alinéa qui précède est successivement donné, de la même façon, aux autres juges désignés.</p> <p>1968, c. 19, a. 14; 1968, c. 20, a. 8.</p>
Litige soumis à un juge de la Cour provinciale.	<p>15. Si aucun des juges désignés n'accepte d'agir comme arbitre dans les sept jours de la date à laquelle l'avis prévu à l'article 14 a été donné à tous les juges visés à l'article 14, la question en litige est soumise à un juge de la Cour provinciale choisi par le juge en chef de cette cour.</p> <p>1968, c. 19, a. 15.</p>
Délai accordé à l'arbitre.	<p>16. L'arbitre qui agit en vertu des articles 14 ou 15 doit rendre sa décision dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la preuve est <u>terminée</u>, à moins que ce délai ne soit prolongé par les parties.</p> <p>1968, c. 19, a. 16.</p>
Dispositions applicables.	<p>17. Les articles 81 à 91 du Code du travail s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> à tout arbitre qui agit en vertu de la présente section.</p> <p>1968, c. 19, a. 17.</p>
Effet de la décision.	<p>18. Toute décision d'un arbitre rendue conformément à la présente section sur une question visée au paragraphe <i>d</i> de l'article 8 lie les parties. Toute autre décision rendue par un arbitre conformément</p>

à la présente section constitue une recommandation au gouvernement.

1968, c. 19, a. 18.

Effet de l'approbation.

19. Dès que les recommandations du comité faites en vertu de l'article 10 ou que la décision d'un arbitre rendue en vertu de la présente section sur les questions visées aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 8 ont été approuvées par le gouvernement, elles ont l'effet d'un contrat de travail signé par les parties.

1968, c. 19, a. 19.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 19 des lois annuelles de 1968, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 21, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre R-14 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1968 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 19

Chapitre R-14

LOI CONCERNANT LE
RÉGIME SYNDICAL AP-
PLICABLE À LA SÛ-
RETÉ DU QUÉBEC

LOI SUR LE RÉGIME
SYNDICAL APPLICA-
BLE À LA SÛRETÉ DU
QUÉBEC

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
par. a)	par. a)	
par. b)		Abrogé 1968, c. 20, a. 1
par. c)	par. b)	
par. d)	par. c)	
par. e)	par. d)	
par. f)	par. e)	
par. g)	par. f)	
2 - 19	2 - 19	
20 - 21		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

